

AllianceSud / Forum pour les droits humains en Israël/Palestine / Frieda - Die feministische Friedensorganisation / Gerechtigkeit und Frieden in Palästina GFP / Gesellschaft Schweiz-Palästina GSP / Hilfswerk der Evangelisch-reformierten Kirche Schweiz HEKS/EPER / Ina outra senda - Swiss Friends of Combatants for Peace / Jüdische Stimme für Demokratie und Gerechtigkeit in Israel/Palästina JVJP / KOFF – Die Schweizer Plattform für Friedensförderung / medico international schweiz / Bereich OeME-Migration der ref. Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Palästina-Solidarität Basel / Peace Watch Switzerland / PeaceWomen Across the Globe (PWAG) / Schweizerischer Friedensrat SFR

Envoi par mail à la Chancellerie fédérale (infokomm@bk.admin.ch)

Lettre ouverte au Conseil fédéral concernant l'influence présumée d'organisations de lobbying israéliennes sur la décision du DFAE de suspendre le financement d'organisations partenaires de longue date en Israël/Palestine

17.11.2023

Au Conseil fédéral

Le 25 octobre, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) annonçait sa décision de suspendre son soutien financier à onze ONG palestiniennes et israéliennes «en raison de la nouvelle situation qui prévaut depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre et la reprise des hostilités au Proche-Orient».

Sans raison apparente et avant d'avoir procédé à un examen au cas par cas, le DFAE a affaibli des organisations partenaires de longue date qui s'engagent pour le respect des droits humains et la protection de la population civile, y compris actuellement face à la récente escalade de la violence en Israël/Palestine. Certaines des organisations concernées avaient conclu récemment un processus d'évaluation externe de leurs activités. Le rapport en question, daté du 20 août 2023, indiquait: «*The evaluation team recommends that SDC continue its core support to these eight partners. These are good organizations doing excellent work.*»¹

La suspension des financements et la diffusion publique d'une liste des organisations concernées ont eu pour conséquence de nuire largement à leur réputation, en particulier dans le contexte polarisé actuel. La condamnation de facto *par anticipation* des organisations a

¹ Lucid collaborative: «Promotion and Respect for Human Rights, Gender Equality, and International Humanitarian Law». External Evaluation of the Work of SDC Partners in Israel and the Occupied Palestinian Territories, 2021-2023.

envoyé un signal négatif à d'autres bailleurs de fonds. Certaines organisations cosignataires de cette lettre ont été sommées par des institutions suisses de renom de signaler d'éventuelles coopérations qu'elles entretiendraient avec l'une ou l'autre des organisations locales incriminées. En retirant préventivement sa confiance à des organisations partenaires de longue date, le DFAE a également porté atteinte à la réputation de la Suisse en tant que partenaire fiable dans la coopération internationale. Jusqu'à ce jour, le DFAE n'a donné aucune explication objective et compréhensible pour des personnes extérieures au dossier sur les raisons qui ont conduit à sa décision lourde de conséquences. La conférence de presse du 1er novembre donnée par le conseiller fédéral Cassis et l'ambassadrice Maya Tissafi n'a pas permis de savoir ce qui est concrètement reproché aux organisations concernées. Le Forum pour les droits humains en Israël/Palestine, cosignataire de la présente lettre, n'a pas non plus obtenu de réponses claires à une demande de renseignements formulée par écrit, la Division Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du DFAE indiquant en tout et pour tout que « le DFAE dispos(e) d'informations externes selon lesquelles (les organisations concernées) auraient enfreint le code de conduite ou la clause anti-discrimination du DFAE ». Le contenu et les sources des informations mentionnées restent à ce jour obscurs.

Le 14 novembre, la RTS a diffusé un reportage² laissant clairement entendre que les "informations externes" auxquelles le DFAE fait référence proviendraient de l'organisation de lobbying israélienne "NGO Monitor". Depuis sa création en 2001, celle-ci poursuit un agenda nationaliste de droite ayant pour but de diffamer acteurs-trices et organisations de la société civile en Israël/Palestine « qui recourent aux instruments et au langage des "droits humains" et du "droit international" pour isoler Israël » («*who are using the instruments and language of "human rights" and "international law" to isolate Israel*»)³. L'enquête de la RTS a révélé la tenue d'une rencontre le 20 septembre 2023 à Berne entre Maya Tissafi, cheffe de la Taskforce Proche-Orient du DFAE, Simon Geissbühler, chef de la Division Paix et droits de l'homme du DFAE, et un représentant de l'organisation "NGO Monitor". Sur son site Internet, cette dernière qualifie la décision prise par le DFAE à l'encontre des 11 ONG israéliennes et palestiniennes de « grande percée » et confirme: «*this comes weeks after NGO Monitor Senior Researcher Shaun Sacks met with Swiss MPs and officials in Bern, and provided evidence on the damage resulting from funding for these NGOs*»⁴. Après les atrocités commises par le Hamas le 7

² [Les soupçons du DFAE sur onze ONG israéliennes et palestiniennes en grande partie infondés - rts.ch - Suisse](https://www.rts.ch/fr/actualites/les-soupcons-du-dfae-sur-onze-ong-israeliennes-et-palestiniennes-en-grande-partie-infondes)

³ <https://www.ngo-monitor.org/about/faqs/>

⁴ [Update from Israel: Switzerland Halts funds to NGOs, Steinberg in Die Welt \(Germany\) \(mailchi.mp\)](https://www.mailchi.mp/en/news/update-from-israel-switzerland-halts-funds-to-ngos-steinberg-in-die-welt-germany)

octobre, "NGO Monitor" a publié une "liste noire" d'ONG accusées d'avoir "glorifié la violence du Hamas", et selon la RTS, les 11 ONG dont le DFAE a suspendu le financement y figuraient, avant que "NGO Monitor" ne raccourcisse la liste dans un deuxième temps.

"NGO Monitor" opère depuis de nombreuses années en Suisse et tente d'influencer la politique suisse au Proche-Orient par le biais de parlementaires ou auprès du DFAE directement. Pourtant, l'agenda nationaliste de droite de "NGO Monitor" est diamétralement opposé à la politique officielle de la Confédération au Proche-Orient, et les campagnes de diffamation de l'organisation reposent en grande partie sur des affirmations sans fondement. D'imaginer que "NGO Monitor" serait la source des "informations externes" susmentionnées irrite donc fortement les signataires de cette lettre.

En tant que signataires de cette lettre ouverte, nous demandons dès lors au Conseil fédéral de faire preuve d'une transparence totale sur les raisons qui l'ont poussé à décider de suspendre le financement de onze organisations israéliennes et palestiniennes, partenaires de la DDC et de la Division Paix et Droits de l'homme de longue date et régulièrement contrôlées.

Nous demandons, en outre, au DFAE de maintenir le financement accordé à ces onze organisations partenaires en Israël et dans le Territoire palestinien occupé tant qu'il n'existe pas de motif de suspension fondé et publiquement justifié. L'évaluation des organisations de la société civile actives au Proche-Orient doit se faire sur la base de critères professionnels reconnus ainsi que d'évaluations sérieuses. L'influence présumée exercée par une organisation de lobbying étrangère doit faire l'objet d'une enquête.

Considérant que la condamnation par anticipation des organisations concernées est inadmissible, et afin de limiter l'atteinte déjà causée à leur réputation, nous exigeons que les ONG auxquelles aucune infraction au code de conduite ou à la clause anti-discrimination du DFAE n'a pu être imputée à ce jour soient réhabilitées publiquement par le DFAE. Les mesures de réhabilitation et de réparation appropriées devront être discutées avec les organisations lésées.

Très cordialement,

AllianceSud

Forum pour les droits humains en Israël/Palestine

Frieda - Die feministische Friedensorganisation

Gerechtigkeit und Frieden in Palästina GFP

Gesellschaft Schweiz-Palästina GSP

Hilfswerk der Evangelisch-reformierten Kirche Schweiz HEKS/EPER

Ina outra senda - Swiss Friends of Combatants for Peace

Jüdische Stimme für Demokratie und Gerechtigkeit in Israel/Palästina JVJP

KOFF – Die Schweizer Plattform für Friedensförderung

medico international schweiz

Bereich OeME-Migration der ref. Kirchen Bern-Jura-Solothurn

Palästina-Solidarität Basel

Peace Watch Switzerland

PeaceWomen Across the Globe (PWAG)

Schweizerischer Friedensrat SFR